

LES RÉSEAUX

L'apprentissage de l'action clandestine

En juillet 1940, l'Angleterre pouvait se croire menacée d'une prochaine invasion : l'armée allemande, désormais maîtresse de toutes les côtes françaises de la Manche, allait-elle tenter de débarquer sur les rives anglaises ? Le Premier ministre britannique, Churchill, exigeait des renseignements précis sur son dispositif et ses plans. Sur ses instructions, le chef de l'Intelligence Service alla trouver de Gaulle et lui demanda s'il pouvait utiliser des Français libres pour obtenir les renseignements dont les Anglais avaient besoin. De Gaulle le renvoya au chef de son 2^e Bureau, le capitaine Dewavrin - dont le pseudonyme était Passy - que le chef de la section française de l'Intelligence Service rencontra. Ainsi commençait, dans l'urgence et dans le secret, l'action que la France Libre allait mener en France.

Des Français libres furent donc immédiatement envoyés en France, premiers d'une longue série de 1 500 à 2 000 agents de toutes nationalités, dont plus de la moitié étaient Français.

Hubert Moreau fut chargé d'une mission de reconnaissance par les services anglais au mois de juillet et revint à Londres deux semaines plus tard. Jack Mansion partit lui aussi en juillet et rapporta en septembre les cartes du dispositif allemand en Bretagne. En août, ce fut le tour de Maurice Duclos et d'Alexandre Beresnikoff qui, comme tous les premiers membres du 2^e Bureau de la France Libre, prirent pour pseudonymes des noms de stations du métro parisien, Saint-Jacques et Corvisart, puis du producteur de cinéma Gilbert Renault, qu'on appela plus tard Rémy, qui allait créer le réseau le plus important et peut-être le plus actif de tous les réseaux qui opèrent en France et qu'il appela « Confrérie Notre-Dame » (CND). Enfin le 22 décembre, débarqua en Bretagne le lieutenant de vaisseau Honoré d'Estienne d'Orves. Début 1941 des parachutistes Français libres furent envoyés en armes et uniformes pour réaliser des missions de destruction en Bretagne et Aquitaine.

L'ampleur de la tâche nécessite une réorganisation des services de la France Libre. Ainsi est créé le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA), dont Passy demeure le chef et qui se transformera à mesure que ses activités et ses responsabilités s'étendent. Mais le problème central restera toujours celui des liaisons et des transmissions. Aux parachutages et débarquements d'agents clandestins des premiers mois, s'ajoutent, dès la fin de 1941, des liaisons assurées par les Lysanders, petits avions de la Royal Air Force, pouvant se poser sur un terrain de 600 mètres et, plus tard, par des bombardiers Hudson, aménagés pour les atterrissages clandestins. Au sol des équipes de réception françaises sont formées, pour ces opérations qui ne sont possibles que dans les périodes où la lune le permet, et il faut déjouer la surveillance de l'ennemi. Les difficultés sont immenses et les pertes nombreuses. Sur les dix-neuf opérations organisées pour le BCRA au second semestre de 1942, une seule réussira.

Les liaisons par radio sont tout aussi difficiles et risquées. L'usage d'un poste émetteur peut être repéré par la radio-goniométrie au bout d'une demi-heure. À la fin de 1941, les services de la France Libre sont en relation avec douze opérateurs radio dont six pour le réseau de Rémy. Cette année-là, 72 % des opérateurs radio envoyés en France ont été arrêtés et 80 % le seront parmi les radios envoyés en 1942. La France Libre, voulant incarner et rassembler toute la France en guerre, a cherché à entrer en contact avec les personnalités politiques et les organisations clandestines décidées à poursuivre la lutte. Ce sera d'abord la mission de Pierre Fourcaud et celle de l'avocat André Weil-Curiel. Puis en décembre 1940, de Gaulle crée une direction politique, confiée à Gaston Palewski, puis à Maurice Dejean. Ce dernier avait



Honoré d'Estienne d'Orves (*Jean-Pierre, Châteauevieux*)

Le chef du 2^e bureau des FNFL, puis du réseau Nemrod (1901-1941)



De vieille famille aristocratique et monarchiste, polytechnicien, il choisit de servir dans la marine. Il navigue durant près de vingt ans ; la défaite de 1940 le surprend à Alexandrie, où il est lieutenant de vaisseau à bord du *Duquesne*. Refusant d'obéir au chef de la flotte française (la « Force X »), l'amiral Godfroy, rallié à Pétain, il décide de faire défection, en expliquant ses motivations dans une lettre adressée à Godfroy : « J'ai été élevé dans le culte de la Patrie (...) je ne puis concevoir l'asservissement actuel de la France. » Arrivé à Londres avec quelques camarades le 27 septembre 1940, il est nommé capitaine de corvette et affecté à l'état-major de l'amiral Muselier, chef des FNFL, avant d'être nommé chef du 2^e bureau des FNFL.

Devenu l'un des proches collaborateurs de Passy, il demande à se rendre en France pour y organiser un réseau de renseignement,

baptisé « Nemrod ». À la fin de décembre 1940, il débarque près de la pointe du Raz, avec un jeune radio alsacien, Alfred Gaessler et, quelques jours plus tard, établit la première liaison radio entre la France occupée et Londres. Mais alors qu'il multiplie les contacts dans la région parisienne et à Nantes, il est arrêté dans la nuit du 21 au 22 janvier 1941, en compagnie de la plupart des membres de son réseau. Le coup de filet est dû à la trahison de Gaessler, qui avait réussi à cacher ses opinions pro-nazies.

Transférés à Paris, d'Estienne d'Orves et ses camarades sont jugés par la cour martiale allemande de la prison du Cherche-Midi. Condamné à mort en même temps que Maurice Barlier et Yan Doornik, d'Estienne d'Orves sera fusillé avec eux le 29 août suivant. Au Mont-Valérien, devant le peloton d'exécution, il déclare au président du tribunal qui l'a condamné : « Monsieur, vous êtes officier allemand. Je suis officier français. Nous avons fait tous les deux notre devoir. Permettez-moi de vous embrasser. » Les deux hommes se donnent l'accolade ; l'instant d'après, d'Estienne d'Orves tombe avec ses deux camarades. Il laissait de nombreux écrits (lettres, journal, cahiers de captivité, prières), pour la plupart demeurés inédits, qui donnent la plus haute idée de son patriotisme et de sa foi religieuse.

DU BCRA

créé une « section d'action » en France, dirigée par le commandant Semidéi. Celui-ci envoya en zone sud le militant syndicaliste Léon Morandat qui fut, durant toute la clandestinité, l'un des plus actifs représentants de la France Libre auprès des milieux politiques et des mouvements de Résistance. Le BCRA envoya, par ailleurs, en France un officier Français libre, ancien du raid de Pessac, Pierre Forman, qui entra en relation avec les premiers groupes de Résistants de Montpellier et de Toulouse : revenu à Londres en août 1941, il fut renvoyé en France en octobre pour tenter de mettre sur pied une organisation générale de la Résistance en zone sud.

C'est alors que de Gaulle créa, le 24 septembre, le Comité national de la France Libre, qui avait déjà une structure de gouvernement. Il fut décidé que toutes les missions d'ordre militaire, de renseignement et d'action dépendraient de son état-major et du BCRA, et que toute l'action politique en France serait de la responsabilité du Commissaire à l'Intérieur, André Diethelm.

France Libre – Résistance intérieure

En septembre 1941, arrive à Londres Jean Moulin. Ancien préfet, il avait tenté de se trancher la gorge plutôt que de transmettre des ordres déshonorants que les Allemands lui donnaient. Il avait pris contact avec tous les groupes de résistants qui s'ébauchaient en France durant les premiers mois suivant l'armistice, surtout dans la zone sud. Il vient en rendre compte au général de Gaulle et suggérer que la France Libre rassemble les mouvements de Résistance, leur donne les moyens d'action dont ils ont besoin et surtout les prépare au rôle militaire qu'ils doivent jouer pour la préparation du débarquement allié en France et au moment où il se produira. Dès cette date, Jean Moulin va être considéré comme le représentant que de Gaulle a décidé d'envoyer en France en vue d'unifier la Résistance intérieure, de la rattacher concrètement à la France Libre et de préparer la libération du territoire.

C'est par le réseau que dirige Rémy que sont pris les contacts les plus importants avec les mouvements de Résistance de la zone nord et avec les forces politiques engagées dans la Résistance à l'occupation allemande. Les mouvements les plus importants sont « l'Organisation civile et militaire », « Ceux de la libération et Ceux de la Résistance » et « Libération nord ». De son côté, le parti communiste a fondé le « Front national » qui englobe des résistants de toutes tendances et a créé une organisation armée, les « Francs-tireurs et partisans ». Emmanuel d'Astier qui vient à Londres, d'où il est envoyé en mission à Washington, reconnaît aussi de Gaulle comme symbole et comme chef. Le jour-



André Dewavrin (colonel Passy)

Le chef des services spéciaux de la France Libre (1911-1998)

Né à Paris, polytechnicien, licencié en droit, il devient à 27 ans professeur à Saint-Cyr. Mobilisé en 1939, il prend part en 1940 à la campagne de Norvège au sein de la 13^e demi-brigade de Légion étrangère. Il prend le chemin de Londres, dès qu'il apprend la signature de l'armistice. Reçu par le général de Gaulle il est nommé aussitôt chef d'un service de renseignements à créer de toutes pièces qui deviendra en janvier 1942 le BCRA (Bureau central de renseignement et d'action militaire), avant d'être définitivement baptisé BCRA. Dewavrin - vite connu sous son pseudonyme de Passy - sera souvent tenté de donner sa démission, lorsqu'il avait le

sentiment qu'on lui refusait le personnel et le matériel dont il avait besoin pour organiser les missions secrètes du BCRA en France. Mais, avec le concours d'adjoints de grande qualité - parmi lesquels Pierre Brossolette et le capitaine André Manuel - et en liaison avec les services spéciaux britanniques (MI 6, SOE) il connaîtra de spectaculaires réussites, en matière de parachutages, de transmissions et d'opérations aériennes destinées à aider la Résistance intérieure.

En octobre 1941, il fait la connaissance de Jean Moulin, qu'il présente aussitôt à de Gaulle et dont il va soutenir les efforts d'unification des divers mouvements œuvrant clandestinement en zone Sud. Dans les premiers mois de 1943, il effectue en compagnie de Brossolette un recensement systématique des moyens des mouvements en zone Nord (mission « Arquebuse-Brumaire »), dans le but d'y réorganiser la Résistance. De Gaulle le fera Compagnon de la Libération. En août 1944, il sera parachuté en Bretagne : à la tête d'une troupe de 2500 FFI, il prendra une part active à la libération de Paimpol.

Nommé en 1945 directeur général de la DGER (Direction générale des études et recherches, ancêtre du SDECE puis de l'actuelle DGSE), il abandonne ses fonctions l'année suivante.

naliste de sensibilité socialiste, Pierre Brossolette, est, à son tour, amené à Londres par Rémy et devient le plus proche collaborateur de Passy au BCRA. Ainsi s'étendent l'audience, l'organisation et l'efficacité de la Résistance intérieure, liée à la France Libre par le choix de ses dirigeants et par l'autorité personnelle de celui que de Gaulle a nommé son représentant en France, Jean Moulin.

Pour renforcer l'autorité et la représentativité de la France Libre, et en prévision des périls qui s'annoncent, de Gaulle prend alors la décision d'affirmer l'unité des Forces françaises libres et de la Résistance intérieure en leur donnant le même nom : la France Combattante.

Vers la lutte armée

La France Libre et son chef doivent aussi traiter et résoudre le problème le plus grave qui se soit posé depuis les débuts de l'action menée en France et dont la portée est décisive pour la participation des Français à la libération du pays et à la victoire des Alliés. C'est le problème de la lutte armée. Pour cela l'intérêt de la France Libre et de la Résistance intérieure était de répondre aux exigences du commandement allié.

Émission en ville, sur B Mark II, un guetteur est en faction dans la rue, et un autre à la fenêtre de la chambre. Cette situation est classique.



Le chant des partisans fut créé à Londres

En mai 1943 André Gillois, qui dirige à Londres l'émission « *Honneur et Patrie* » destinée à la France, cherche un indicatif. La chanteuse et compositrice Anna Marly qu'il rencontre avec Emmanuel d'Astier lui joue sur sa guitare, une mélodie d'origine russe qui retient fortement son attention.

À sa demande, le 30 mai, Maurice Druon et Joseph Kessel acceptent d'écrire les paroles de ce chant qui dès le lendemain sera enregistré par la chanteuse Germaine Sablon puis régulièrement diffusé par la BBC. Le 24 septembre 1943 les paroles seront publiées clandestinement, pour la première fois, dans les *Cahiers de la Libération*.

C'est ainsi que le *Chant des Partisans* symbole de la Résistance fut créé à Londres par des Français libres.

Dans cette stratégie, le général de Gaulle suggère à Churchill le 27 octobre 1941, que, sans déclencher encore la lutte armée, on prépare « *un soulèvement national au moment venu, qui devrait être coordonné avec les plans militaires futurs et être envisagé en relation avec l'action similaire menée dans d'autres pays d'Europe* ». Churchill se rallie à ce plan. Le débarquement du 8 novembre 1942 en Afrique du Nord posa de nouveaux problèmes à la France Libre. Jean Moulin saisit alors cette occasion pour faire signer par les représentants des principaux partis politiques français un message félicitant les États-Unis et la Grande-Bretagne pour le succès de l'opération, mais proclamant en même temps leur adhésion à la France Libre et à de Gaulle. À Londres, se succèdent les arrivées de personnalités représentatives des milieux politiques et des grands syndicats. Parmi elles, un ancien secrétaire d'État du gouvernement de Léon Blum apporte un message du président de la Chambre des députés et ancien chef de gouvernement, Édouard Herriot, sur lequel beaucoup de responsables américains avaient compté pour se substituer éventuellement à de Gaulle, et qui se déclare prêt à entrer « à n'importe quel moment dans un gouvernement présidé par le général de Gaulle ». De France parviennent d'innombrables témoignages montrant que la

Résistance intérieure s'indigne du maintien des lois de Vichy en Afrique du Nord et considère de Gaulle comme le seul chef acceptable d'un gouvernement en guerre. Ce qu'affirme le Conseil National de la Résistance (CNR) à sa création le 27 mai 1943, sous la présidence de Jean Moulin. Il regroupe alors les cinq principaux mouvements de la Résistance intérieure.

Vers la Libération

Les ultimes tentatives de Roosevelt, appuyées cette fois par Churchill, pour éliminer, politiquement, de Gaulle échouèrent devant l'opposition de la majorité du comité de guerre britannique et les mises en garde de l'État-major américain : l'un et l'autre évoquèrent le soutien massif et unanime que de Gaulle avait reçu désormais de toute la résistance française.

L'objectif que la France Libre poursuivait depuis l'été 1940 est alors atteint : la reconnaissance internationale d'un gouvernement français s'identifiant à la France elle-même, grâce à la part qu'il prenait à la guerre. Le 26 août 1943, les États-Unis reconnaissent le CFLN, mais seulement comme « l'organisme gouvernant les territoires d'Outre-Mer qui reconnaissent leur autorité ». Le gouvernement britannique ne lui accorde aussi qu'une reconnaissance limitée mais assez positive pour qu'on puisse penser qu'il ne s'agissait que d'une précaution de langage. L'Union soviétique reconnaissait le nouveau comité comme le représentant des intérêts gouvernementaux de la République française, et le général de Gaulle comme « le Chef de tous les Français patriotes combattant contre la tyrannie hitlérienne ».

Après les débarquements du 6 juin et du 15 août 1944, le moment est venu de « l'insurrection nationale » que de Gaulle, deux ans auparavant, avait déclaré inséparable de la « Libération nationale ». Elle permit, presque partout, l'établissement des pouvoirs politiques et civils de la France libérée et fut déclenchée suivant les exigences du commandement allié et suivant le rythme des opérations. De Gaulle avait voulu, pour symboliser l'indissoluble lien entre la France Libre et la Résistance intérieure que ce fut le général Koenig, vainqueur de Bir Hakeim, qui soit le chef des Forces françaises de l'intérieur. ■



Restaurant favori du général de Gaulle.

La vie quotidienne

La France Libre connut à Londres des débuts modestes. Le général de Gaulle s'installa d'abord dans un appartement peu commode situé près de Westminster, en permanence envahi de visiteurs. Les aides de camp du général, Courcelles et Boislabert faisaient de leur mieux pour le préserver des importuns. Dès juillet 1940 toutefois le général installa son quartier général à Carlton Gardens dans des bureaux plus fonctionnels, situés à proximité des studios de la BBC et du quartier général de Churchill. Les visiteurs y défilaient en permanence, candidats au ralliement, officiels britanniques ou parfois solliciteurs. Les soldats ralliés aux FFL étaient pour leur part cantonnés dans divers camps ou bases aériennes autour de Londres, ou des bases navales comme Greenock qui leur avaient été affectés. Un hôpital militaire, une école des cadets de la France Libre complétèrent quelques mois plus tard cette esquisse d'infrastructures. Plus tard, des services de la France Libre essaimèrent dans tout Londres : le Commissariat national à l'Intérieur s'installa à Hill